Commission administrative du SNCS-FSU du 16 mai 2008

La recherche et l'enseignement supérieur

Depuis deux ans, les deux lois promulguées (Pacte pour la recherche et LRU) bouleversent totalement la recherche et l'enseignement supérieur. La première éclate les organismes en agences de moyen, de financement, d'évaluation, cantonne les universités aux fonctions d'opérateurs de recherche, multiplie les structures intermédiaires (RTRA, PRES ...) met à mal un système dont l'efficacité est prouvée. La seconde (LRU, libertés et responsabilités des universités), démembre l'enseignement supérieur, institutionnalise et exacerbe la concurrence entre les établissements, accentue leurs inégalités, amplifie les déséquilibres du tissu universitaire sur notre territoire. Ces deux lois menacent les personnels. Elles développent fortement la précarité. en institutionnalisant le recours à l'emploi contractuel.

Le SNCS doit assurer la défense du service public de recherche, en confortant ses missions, ses crédits et les instances démocratiquement élues. Pour ce faire, il doit, quelque soit les difficultés rencontrées, contribuer activement à mobiliser la communauté scientifique et universitaire confrontées à ces deux lois.

La révision générale des politiques publiques (RGPP)

Sous prétexte de « *maîtriser et rationaliser les dépenses publiques* », le gouvernement remet en cause les principes, les missions et le périmètre, sur lesquelles sont fondés les services publics. La RGPP doit déboucher sur une loi dont le principal objectif est de réduire drastiquement les personnels en embauchant « *un fonctionnaire sur deux partant à la retraite* ».

La RGPP stipule que « *la recherche publique est trop fragmentée* », alors que, depuis trois ans, on multiplie les nouvelles structures (ANR, AERES, RTRA, PRES ...). Alors qu'on tente de supprimer le CNRS, il y est affirmé que « *trop peu d'entités de recherche publique sont visibles et compétitives sur la scène internationale* ». De même, tout en regrettant que « *l'évaluation est insuffisamment prise en compte* », on réduit le rôle du Comité national, instance d'évaluation largement reconnue par la communauté scientifique. On y affirme aussi que les crédits récurrents sont attribués sans évaluation, ce qui est faux.

Dans ce même document, il y est écrit que la massification de l'enseignement supérieur a été accompagnée par un effort quantitatif; ce qui est faux. Entre 1995 et 2005 la part du PIB consacré à l'enseignement supérieur est passé de 1,29% à 1,20%. Au cours des dix dernières années, la progression en volume des dépenses pour l'enseignement supérieur (1%) est inférieure à celle du PIB (2,3%).

Parmi les orientations proposées par la RGPP, on notera l'augmentation de la recherche publique financée sur projets, le financement budgétaire des universités fondé sur la performance (sic) ... Ces orientations sont inacceptables.

La mission François d'Aubert

Cette mission entérine le dessaisissement du CNRS sur les UMR qui, à terme, seront toutes gérées par les universités. Elle insiste sur la mutualisation et les procédures communes de recrutement entre chercheurs et enseignants chercheurs. Elle entend limiter à deux les tutelles scientifiques, ce qui est complètement contre-productif à une époque où l'on va vers une multiplication des réseaux et des contacts scientifiques. En

fait la mission d'Aubert conforte la volonté gouvernementale de réduire le CNRS à un organisme dépouillé de tous ses moyens d'action.

La réforme des organismes

La création à l'Inserm de huit instituts thématiques verticaux joue un rôle central dans la désorganisation de la recherche publique. En effet, chaque institut est doté d'un comité de direction auquel participe activement des représentants des partenaires afin d'en assurer la coordination. Ces instituts géreront les personnels. Par ailleurs, le directeur du département SDV participerait au Comité de direction de l'Inserm. Toutes ces structures transversales mises en place menacent l'intégrité des organismes.

Au CNRS, suite à la lettre de mission de Valérie Pécresse, le schéma stratégique de l'organisme sera présenté pour être voté au Conseil d'administration du 19 juin. Ce schéma entérine une logique de pilotage par le secteur aval de la recherche fondamentale et de vente à la découpe du CNRS par la création de 9 instituts recouvrant peu ou prou les anciens départements. Cette réforme ne prend pas en compte l'interdisciplinarité.

La CA du SNCS s'élève très fortement contre la politique gouvernementale qui, avec une grande cohérence, a pour objectif le démantèlement du CNRS et de la recherche publique.

La CA du SNCS réaffirme sa volonté de défendre l'existence d'un CNRS, organisme de recherche national, multidisciplinaire couvrant l'ensemble des disciplines scientifiques, et l'évaluation par les pairs dans le cadre du comité national de la recherche scientifique. Le SNCS rejette le projet d'une holding d'instituts nationaux qui menace l'existence du CNRS.

La CA du SNCS défend un décloisonnement de la recherche publique, aussi bien entre disciplines, qu'en organismes.

La CA du SNCS s'inquiète de la précarisation des personnels de la recherche et de la croissance rapide et massive du nombre de CDD.

La CA du SNCS appelle à l'action pour la défense de conditions permettant le maintien d'une recherche publique associant les organismes de recherche et les universités dans une collaboration équilibrée s'adossant aux UMR.

Pour : 12 POUR, 1 Contre , 1 Refus de vote